

Communiqué du POI après le référendum en Grèce du 5 juillet 2015

“Le peuple grec a répondu par un « non » sans équivoque aux plans meurtriers de l'Union européenne et de ses agents”

Le peuple grec a répondu par un « non » sans équivoque aux plans meurtriers de l'Union européenne et de ses agents. Le peuple grec a apporté à Alexis Tsipras la réponse qu'il lui demandait, une réponse qu'il lui avait déjà donnée lorsque sa majorité avait porté Syriza au pouvoir, il y a cinq mois.

Le peuple grec, en disant « non », a gagné le soutien de tous les peuples d'Europe.

Le peuple grec vient d'indiquer avec force que – dans la situation de faillite dans laquelle le pays est plongé méthodiquement par le capital financier et ses représentants, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays – il ne pourra accepter sans réagir que sa décision souveraine soit traitée comme le fut, en 2005, le « non » des peuples français et néerlandais au traité constitutionnel.

Les cinq mois de « négociations » interminables avec les « créanciers », qu'il faut bien se résoudre à appeler par leur véritable nom puisqu'il s'agit des représentants d'un système social d'exploitation, celui du capital financier, conduisent inexorablement à une seule et même conclusion : l'Union européenne a disposé en Grèce de puissants relais qui, pendant que les « négociations » se prolongeaient, agissaient pour provoquer la banqueroute du pays et de son système bancaire.

La Banque de Grèce, dirigée par un ancien ministre « Nouvelle Démocratie », comme tout le système bancaire, se sont évertués à organiser – pour protéger les armateurs, les grands capitalistes et les gros propriétaires fonciers (au premier rang desquels l'Église) – la fuite des capitaux vers la Grande-Bretagne et ses paradis fiscaux.

Ils l'ont fait avec la collaboration d'un Juncker, qui, avant d'être président de la Commission européenne, fut durant des années l'organisateur, au compte de la place financière du Luxembourg, de la gigantesque fraude fiscale mise en place par les grands groupes capitalistes à l'échelle européenne.

A l'évidence, la solution « durable » et « démocratique » que Tsipras appelait de ses vœux au soir de sa victoire électorale, va imposer comme une nécessité absolue que les relais grecs du capital financier qui bénéficient de la complicité de la vieille classe politique corrompue et qui ont été jusque-là épargnés par son gouvernement, soient neutralisés et placés sous le contrôle du peuple, de ses représentants élus et des syndicats de salariés, à commencer par les salariés du secteur bancaire.

Le peuple grec a dit « non », il a dit « non » aux négociations sans fin qui servent à l'étrangler.

Le peuple grec, en disant « non », en bravant la campagne déchaînée déclenchée contre lui, a ouvert une nou-

velle étape de la lutte de tous les peuples d'Europe contre les plans meurtriers du capital financier et contre son instrument l'Union européenne.

Il a ouvert une nouvelle étape de leur lutte pour leur souveraineté, contre la dictature du capital financier qui cherche à entraîner la Grèce, l'Europe, comme l'humanité tout entière dans le chaos et la guerre.

Les travailleurs et les peuples d'Europe, chaque jour plus convaincus que leur propre sort se joue dans ce combat, répondront à l'appel que leur a lancé solennellement, ce 5 juillet, le peuple grec.

Ils lui répondront, de la seule manière qui puisse soutenir effectivement le peuple grec, en combattant pour défaire leurs propres gouvernements, qui se sont faits – au service des intérêts du capital financier en crise – les exécuteurs des basses œuvres de la bureaucratie de l'Union européenne.

Le POI s'engage, dans cette situation, à intensifier le combat qu'il a engagé pour aider à rassembler les forces de la classe ouvrière dans l'unité de ses organisations contre ce gouvernement et ses plans, contre les Hollande-Valls-Sapin-Moscovici qui viennent, une nouvelle fois et sans vergogne, d'offrir leurs services à Bruxelles, au nom de la défense d'un « avenir démocratique » pour l'Europe, pour tenter de convaincre le peuple grec d'accepter une « reformulation » des mesures d'austérité exigées par le capital financier, qu'il vient de rejeter.

Pour le POI qui prépare son V^e congrès ouvert (novembre 2015), tout doit être fait pour appuyer chacun des combats qui se mènent aujourd'hui, comme tous ceux qui se préparent dans tous les pays du continent. Tout doit être fait pour les aider à converger dans un combat commun, celui des peuples d'Europe (du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest...) pour abroger les traités qui fondent l'Union européenne, qui ont eu pour fonction de violer, dès leur origine, la souveraineté des peuples ; et pour ouvrir la voie à une « Union libre des peuples et des nations d'Europe », une union « libérée » de l'oppression du capital financier.

C'est la seule voie qui permette de réaliser véritablement les vœux formés par Tsipras « d'être égaux en Europe, à égalité avec tous », et non le « retour aux principes fondateurs » d'une Union européenne qui a été fondée sur la violation de la démocratie.

Le POI se déclare prêt à engager, à tout moment, ses forces pour mobiliser, dans l'unité la plus large, toutes les forces de la classe ouvrière et de la démocratie, pour s'opposer à tous les mauvais coups qui seront tentés dans cette période de congés contre la décision souveraine du peuple grec.

Paris, le 6 juillet 2015;

le secrétariat permanent mandaté
par le bureau national du POI du 4 juillet.

